



## Climat : ce qu'il faut retenir de la COP24 de Katowice



### MTES

La COP24 qui vient de se terminer à Katowice en Pologne a permis de définir des règles communes pour l'application de l'Accord de Paris, mais c'est là sa seule avancée. La manifestation a également été marquée par une moins grande présence des acteurs non étatiques, ainsi que par la nécessité d'intégrer la dimension sociale de la transition écologique, dont le mouvement des gilets jaunes est venu donner un exemple probant.

Au lendemain de la clôture de la COP24 à Katowice (Pologne), un sentiment mitigé prédomine. Car cette nouvelle conférence des parties (COP) n'a pas rempli tous les objectifs qui lui avaient été fixés. A savoir : donner un cadre général de mise en œuvre l'Accord de Paris, rehausser les ambitions des Etats, et développer la solidarité entre les pays du Nord et du Sud.

### Accord trouvé sur les règles d'application de l'Accord de Paris

Commençons par le principal point positif : un accord a donc été trouvé pour définir les règles d'application de l'Accord de Paris. « Cet accord constitue une étape clé dans l'atteinte des objectifs fixés lors de la COP 21 », a réagi Brune Poirson, secrétaire d'Etat à la Transition écologique et solidaire. Lucide, elle reconnaît que « beaucoup reste à accomplir » et que cet accord « ne constitue évidemment pas un aboutissement, mais il fixe un cap. Désormais, la crainte d'un retour en arrière est effacée ».

La COP21 avait donné en 2015 une cible à atteindre, et permettait à des Etats de s'y engager ; la COP24 offre désormais une base commune pour savoir comment l'appliquer et mesurer les efforts de chaque pays signataire. Il manque cependant les modalités d'application d'un des articles de cet accord et qui concerne les échanges de quotas d'émissions de CO2.



### Une ambition limitée

« Cette COP marque la fin du cycle, 3 ans après l'accord de Paris », commente Fanny Petitbon, responsable plaidoyer à l'association CARE France qui s'exprimait lors d'un débat organisé par le [Comité 21](#) le 17 décembre 2018 à Paris. L'experte estime également que « la COP24 est un rendez-vous manqué », car les Etats ont échoué à rehausser leurs ambitions dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Il est parfois difficile de comprendre pourquoi faut-il mettre la barre toujours plus haut, dans la mesure où les décisions prises jusqu'ici ne sont pas encore appliquées. En effet, depuis la signature de l'Accord de Paris en 2015, les émissions mondiales de CO2 sont en effet reparties à la hausse (+4,7%). Et pour la seule année 2017, elles ont augmenté de 1,8% en moyenne en Europe et de 3,2% en France.

Mais cette exigence a une cause : en intégrant les engagements des Etats signataires de l'Accord de Paris, on arrivera à une hausse de plus de 3 degrés à la fin du siècle ! D'où la nécessité d'aller plus loin. « Nous avons une fenêtre de 12 ans pour essayer de renverser la vapeur », estime Fanny Petitbon. Dans le document final, figure seulement une invitation aux Etats à revoir leurs copies avant 2020, à l'inverse de ce que prévoyait la COP21.

Enfin, le 3e point sur lequel cette COP24 a échoué, selon Fanny Petitbon, concerne l'effort de solidarité envers les pays du Sud. Alors que la COP15 à Copenhague avait conclu à la nécessité de consacrer 100 milliards de dollars à cette aide, elle n'atteindrait actuellement que 57 Md\$.

### Le rapport du Giec pas reconnu à sa juste valeur

Pour Gilles Vermot-Desroches, directeur du développement durable de Scheiner Electric, qui intervenait lors du débat de [Comité 21](#), « la COP24 aurait pu être bien pire. Il est plus difficile de dire comment on fait concrètement, plutôt que de prendre un engagement à long terme ».

Par contre, cet expert est beaucoup plus critique pour dénoncer l'action de quatre pays (Bresil, Arabie saoudite, Russie et USA) qui ont manœuvré pour obtenir que le dernier rapport du Giec (1) ne soit pas repris dans la déclaration finale. Tout juste comporte-t-elle une mention indiquant que ce rapport a été rendu à temps...

### Des acteurs non étatiques absents

A Katowice, Gilles Vermot-Desroches a fait le constat d'une moins grande présence des acteurs non étatiques (collectivités, ONG, etc.) qui jouent pourtant, selon lui, un rôle primordial pour mettre la pression sur les négociateurs internationaux. « Les acteurs non étatiques ont fait leur grande entrée à la COP21 en 2015. Ils étaient très présents à Paris et Marrakech (COP22) mais ont été cette fois peu visibles ».

Amy Dahan, directrice de recherche émérite au CNRS, spécialiste des régimes et négociations climatiques, a également remarqué cette moins grande activité des acteurs non étatiques, tout en faisant remarquer le succès de l'ancien vice-président américain Al Gore qui a « enflammé la dernière séance plénière en évoquant les résultats obtenus par les Etats américains, et ce malgré le renoncement du président Trump ».



Un effet « gilets jaunes » jusqu'en Pologne

« Les gilets jaunes étaient présents dans toutes les discussions ! », pointe Gilles Vermot-Desroches. L'écho de ce mouvement social français est en effet venu souligner l'importance de l'intérêt qu'il faut accorder à la dimension sociale de la transition écologique, et le fait « qu'on ne peut pas faire le bien des gens contre eux-mêmes ». Bettina Laville, présidente du Comité 21 qui était également présente va plus loin en estimant « qu'il en restera quelque chose pour l'avenir, en bien ou en mal ».

Depuis leurs ronds-points, les gilets jaunes auront donc réussi à porter un message fort. Tout comme l'a été le discours (voir ci dessous) de cette jeune suédoise de 15 ans, qui est l'un des moments forts de cette COP24.